

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2, quai de Verdun – 82 000 MONTAUBAN  
Tél 05 63 91 74 40  
[www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr](http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr)

MONTAUBAN, le 22/05/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**SUEZ RR IWS Chemicals France**

Nouveau Parc Technologique

1 rue Buster Keaton - CS 40153

69800 Saint-Priest

Références : 2023-0687  
Code AIOT : 0006802440

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement SUEZ RR IWS Chemicals France implanté ZAC de l'Artel Est 82100 Castelsarrasin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est effectuée dans le cadre d'une action régionale sur le contrôle de traçabilité des déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RR IWS Chemicals France
- ZAC de l'Artel Est 82100 Castelsarrasin
- Code AIOT : 0006802440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de Castelsarrasin (82), ouvert en 1996, est une plate-forme de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux.

Il est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-0197 du 22 février 1996, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2014 309-0011 du

5 novembre 2014 et n° 82-2022-12-19-00003 du 19 décembre 2022.

La vocation du site est, à partir d'arrivages de déchets de faible volume réceptionnés dans des contenants variables, d'en effectuer un tri puis un regroupement par famille de même nature pour les expédier ensuite vers une filière de traitement adaptée.

Les seules opérations effectuées sur le site sont donc des opérations de :

- manutention (chargement, déchargement et transfert de palettes) ;
- déconditionnement et de reconditionnement en palettes ;
- tri pour les produits chimiques de laboratoire.

Aucun traitement et aucune valorisation ne sont réalisés sur site.

Plusieurs exploitants se sont succédés sur ce site depuis l'ouverture. Le site est désormais géré par l'entité SUEZ RR IWS Chemicals France dont le siège social est situé au n° 1 rue Buster Keaton - 69800 Saint-Priest.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traçabilité des déchets sortants

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/	Sans objet
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/	Sans objet
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/	Sans objet
5	Registre : destination du déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection il est constaté que le site possède une traçabilité complète des déchets.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'un registre chronologique des déchets sortant tenu à jour par l'exploitant sous format numérique via le LOGICIEL "Hécate".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Registre : date sortie déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
<b>Constats :</b> Le contrôle du registre des déchets sortants a porté sur les mois de juin 2022 et mai 2023. L'exploitant a présenté à l'inspection en direct les extractions de ces données.  Il a été constaté sur le registre la présence des dates d'expédition des déchets depuis le site pour ces deux mois. L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'expédition vers la filière de traitement espagnole pour l'année 2023, suite à l'augmentation du coût de traitement multiplié par 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Registre : dénomination déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
<b>Constats :</b> Le contrôle du registre des déchets sortants à porté sur les mois de juin 2022 et mai 2023. Sur ces deux mois, l'inspection a constaté que le registre des déchets sortant contenait les informations suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• la dénomination usuelle du déchet,</li><li>• le code du déchet sortants : les codes indiqués pour ces déchets(020399, 060205*,070101*, 070104*, 070108*, 080112, 080199, 110105*, 110107*, 140602*, 140603*, 150110*, 160213*, 160305*, 160504*, 160506*, 160507*, 160508*, 161001*, 200119*, 200132 et 200133*), correspondent à la dénomination des déchets indiquée au regard de la classification des déchets définit à l'article R.541-7 du code de l'environnement;</li><li>• s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement;</li><li>• le numéro du bordereau de suivi de déchets mentionnés à l'article R.5414-45 du code de l'environnement;</li><li>• la quantité de déchet sortant en tonne.</li></ul> L'inspection a constaté également que la nature des déchets présents dans les zones d'entreposage des lots en attente d'expédition correspondait bien à la dénomination et aux codes déchets indiqués dans l'extrait du registre consulté par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Registre : gestion et transport**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
<b>Constats :</b> Le contrôle du registre des déchets sortant a porté sur les mois de juin 2022 et mai 2023.  Pour les expéditions de déchets qui ont été effectuées durant ces deux mois, il a été constaté que le registre des déchets sortant contenait les informations suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• la raison sociale et le numéro de SIREN des différents transporteurs ou éco-organisme qui ont pris en charge les déchets</li><li>• le numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement;</li></ul> L'exploitant précise qu'il ne passe pas par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un négociant.  L'exploitant présente le récépissé de déclaration pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets de la société SAS FB TRANSPORT situé 60 rue d'Arnaud Bernard sur le territoire de GRISOLLES (82170) établi le 1er mars 2018 et d'une durée de validité de 5 ans.  L'inspection constate que ce récépissé n'est plus valable et demande à l'exploitant de justifier de son renouvellement auprès le transporteur. Contacté par téléphone le 17 mai, l'exploitant indique que les documents présentés le jour de l'inspection sont ceux qui ont été remis au chauffeur lors de l'expédition de juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Registre : destination du déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<b>Constats :</b> Le contrôle du registre des déchets sortant a porté sur les mois de juin 2022 et mai 2023.  Pour les expéditions de déchets qui ont été effectuées durant ces deux mois, il a été constaté que le registre sortant contenait toutes les informations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet